

**« On est là, on est là,
pour défendre la santé de nos collègues... »**



Le 11 février 2021, sur l'air de « on est là, on est là pour défendre la santé de nos collègues, ces locaux sont amiantés et ils doivent s'y installer, on est là pour dénoncer ce sale projet », une vingtaine de militants de la CGT Culture, de collègues de l'UDAP 95 et d'une représentante du personnel de la DGFIP et de la CGT du Val d'Oise, ont manifesté sous les fenêtres du préfet de département.

Cette mobilisation a porté ses fruits car une délégation a été reçue par la secrétaire générale accompagnée du responsable du pôle de l'action immobilière de la préfecture.

Nous avons réitéré nos demandes, à savoir :

- Une documentation précise et récente concernant l'amiante dans les futurs locaux de nos collègues,
- comment serait géré le risque l'amiante lors des travaux,
- l'organisation d'un chsct de site.

A ces questions, peu de réponses concrètes mais un engagement à nous fournir des éclaircissements et dans cette attente, la perspective de la généralisation du télétravail a été évoquée.

Après cette action, nous attendons que le Directeur de la DRAC Ile de France saisisse l'inspection du travail pour risque grave, conformément à la demande du CHSCT du 09.02.2021. Au-delà les agents des différents services et leurs représentants sont maintenant alertés de ce risque amiante. La CGT Culture participera à toutes les actions collectives qui émergeront.

**Pour la prise en compte du risque amiante,
pour la santé au travail.
Que vive le ministère de la culture.**

Paris, le 11 février 2021